



MÉMOIRE DES PRODUCTEURS LAITIERS DU CANADA

PRÉSENTÉ AU COMITÉ PERMANENT DE LA SANTÉ :

Changements proposés au *Guide alimentaire canadien* dans le cadre de la Stratégie pour une saine alimentation

Le 21 juin 2018

Les Producteurs laitiers du Canada (PLC) sont heureux d'avoir la possibilité de faire part de leurs perspectives sur la révision du *Guide alimentaire canadien* et sur d'autres initiatives liées proposées dans le cadre de la Stratégie en matière de saine alimentation, notamment l'étiquetage sur le devant de l'emballage et les nouvelles restrictions entourant la publicité destinée aux enfants.

Les PLC sont un organisme sans but lucratif national représentant les producteurs laitiers canadiens qui produisent l'ingrédient de base utilisé dans la fabrication des produits laitiers canadiens – le lait. Les PLC et leur équipe de diététistes sont déterminés à mieux faire comprendre la valeur nutritionnelle et les bienfaits associés aux produits laitiers dans le cadre d'une alimentation saine et équilibrée. Les PLC soutiennent la recherche en nutrition et mettent sur pied des programmes d'éducation à la nutrition à l'intention des professionnels de la santé, du secteur de l'éducation et des consommateurs en collaboration avec une variété d'organismes de promotion de la santé.

Les producteurs laitiers canadiens ont à cœur la santé de la population canadienne. C'est pourquoi ils appuient les objectifs globaux de la Stratégie en matière de saine alimentation, c'est-à-dire aider les consommateurs à faire des choix plus sains et éclairés – et réduire la prévalence de maladies chroniques. Les produits laitiers contiennent jusqu'à 16 nutriments essentiels et sont largement reconnus comme étant une partie intégrante d'une alimentation saine et équilibrée. L'Examen des données probantes réalisé par Santé Canada souligne leur impact bénéfique sur de nombreuses maladies chroniques, y compris celles priorisées dans la Stratégie pour une saine alimentation, par exemple les maladies cardiovasculaires, certains cancers, le diabète de type 2 et les maladies musculosquelettiques.

La Stratégie en matière de saine alimentation est un cadre d'action couvrant plusieurs propositions réglementaires interreliées, entre autres : la révision du *Guide alimentaire canadien*, l'étiquetage sur le devant de l'emballage et une nouvelle réglementation concernant la restriction de la publicité destinée aux enfants. Or, ces trois initiatives proposées ont en commun de qualifier de « mauvais pour la santé » les aliments ayant une teneur plus élevée en sodium, en gras saturés ou en sucre, sans tenir compte des autres nutriments bénéfiques qu'ils pourraient contenir ou du fait qu'ils contribuent à réduire la prévalence de maladies chroniques.

Malheureusement, certaines politiques de la Stratégie en matière de saine alimentation font l'objet d'un manque important de nuance et ne tiennent pas compte des meilleures données scientifiques disponibles. Une telle approche ne fera que semer la confusion chez les Canadiennes et Canadiens au sujet de la valeur globale de nombreux aliments nutritifs, dont les produits laitiers, et créer un cadre stratégique qui ne reflète pas les données scientifiques les plus récentes et les plus pertinentes.

Révisions au *Guide alimentaire canadien*

En ce qui concerne le *Guide alimentaire*, selon les Principes directeurs publiés dans le cadre la consultation sur la révision du *Guide alimentaire canadien*¹, Santé Canada envisage d'encourager les Canadiens à consommer plus d'aliments et de boissons d'origine végétale, particulièrement des sources de protéines d'origine végétale plutôt que celles d'origine animale.

¹ Santé Canada. Principes directeurs. <https://www.consultationguidealimentaire.ca/principes-directeurs>. Consulté le 6 décembre 2017.

L'Examen des données probantes réalisé par Santé Canada souligne que les produits laitiers sont sous-consommés et qu'ils sont associés à une meilleure santé osseuse et à un risque réduit de plusieurs maladies telles que l'hypertension et les accidents vasculaires cérébraux, pour n'en nommer que quelques-unes. Le rapport précise également que les Canadiens ne consomment pas assez des huit nutriments suivants : vitamine D, calcium, magnésium, zinc, potassium, vitamine A, vitamine C et fibres. Or, il est important de noter que le lait est une source de six de ces nutriments.

Les changements que proposent Santé Canada pourraient en fait aggraver la sous-consommation de produits laitiers. Pourtant, selon l'Examen des données probantes de Santé Canada, les données scientifiques montrant que les produits laitiers sont associés à un risque réduit de maladies cardiovasculaires, de diabète de type 2 et de cancer colorectal sont généralement aussi robustes, voire plus robustes, que celles sur les légumes, les fruits, les grains entiers et les aliments protéiques d'origine végétale.

L'approche qui consiste à prioriser les sources de protéines d'origine végétale comme source principale de protéines plutôt que celles d'origine animale telles que les produits laitiers n'est pas étayée par des données scientifiques. En effet, les études continuent de confirmer que les protéines laitières sont parmi les plus complètes et celles qui possèdent la plus grande qualité, et qu'elles sont particulièrement importantes pour les enfants en pleine croissance et pour le maintien de muscles et d'os en santé chez les adultes vieillissants. Et, contrairement aux produits laitiers, la vaste majorité des sources de protéines végétales priorisées par Santé Canada dans le contexte de la révision du *Guide alimentaire* ne contiennent même pas assez de protéines pour être qualifiées de « sources de protéines » selon les exigences du gouvernement fédéral concernant l'étiquetage!

L'accent mis sur les aliments et boissons d'origine végétale pourrait aussi encourager les parents de jeunes enfants à choisir d'autres boissons végétales enrichies faibles en protéines, comme les boissons d'amandes et de riz, plutôt que du lait. Or, ce choix pourrait représenter un risque élevé pour la santé de leurs enfants, selon un récent communiqué de presse publié par Les diététistes du Canada et la Société canadienne de pédiatrie². Mises à part les boissons de soya enrichies, les boissons végétales ne sont pas adéquates pour les jeunes enfants d'un point de vue nutritionnel, même si elles sont enrichies de vitamines et de minéraux, en raison de leur faible teneur en protéines³. Une récente étude canadienne a également rapporté que la consommation de boissons végétales, y compris de soya, était associée à une plus petite taille pendant l'enfance⁴.

Résumé des demandes des PLC concernant le nouveau *Guide alimentaire canadien* :

- Si le format du nouveau *Guide alimentaire* comprend des groupes alimentaires, le gouvernement doit maintenir le groupe Lait et substituts.
- Les bienfaits nutritionnels et santé des produits laitiers doivent continuer d'être reconnus adéquatement et d'occuper une place importante dans le *Guide alimentaire* révisé.

² Les diététistes du Canada. 2017. Les diététistes et les pédiatres incitent les parents à faire preuve de prudence en ce qui concerne les boissons à base de plantes. <https://www.dietitians.ca/Media/News-Releases/2017/PlantBasedBeveragesChildren.aspx?lang=fr-CA>. Consulté le 6 décembre 2017.

³ Fenton T. Plant-based beverages – Are they really healthier for young children? *PEN* 2017.

⁴ Morency ME et coll. Association between noncow milk beverage consumption and childhood height. *Am J Clin Nutr* 2017;106:597-602.

- Le *Guide alimentaire* ne doit pas décourager de manière inappropriée la consommation de sources de protéines d'origine animale riches en nutriments, tout en encourageant de manière disproportionnée les sources de protéines végétales.
- Le *Guide alimentaire* devrait mettre l'accent sur la modération, une alimentation équilibrée et la consommation d'aliments riches en nutriments, plutôt que de s'attarder à des recommandations qui visent à limiter le sodium, le sucre et les gras saturés.

Préoccupations relativement à l'étiquetage sur le devant de l'emballage

Dans le contexte de sa Stratégie en matière de saine alimentation, Santé Canada propose d'imposer un symbole sur le devant de l'emballage des aliments préemballés ayant une teneur en sucre, en gras saturés et/ou en sodium correspondant à 15 % ou plus de la valeur quotidienne (VQ) – et ce, peu importe leur valeur nutritive ou leur impact sur la réduction de la prévalence de maladies chroniques. Dans le cas des plats principaux et des repas préemballés, le seuil serait de 30 % de la VQ.

Selon le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation (REIR) réalisé par Santé Canada, au total, 37 600 unités de gestion de stock (UGS) seront touchées par la réglementation proposée. Parmi ces 37 600 UGS, les PLC ont calculé que 19 269 seront des produits laitiers – un chiffre qui correspond à jusqu'à 89 % de toutes les UGS de la catégorie laitière. Il est incompréhensible que dans le cadre d'une politique conçue pour promouvoir la saine alimentation, plus de 50 % des UGS touchées soient des produits laitiers – des produits largement reconnus pour leurs bienfaits nutritionnels et leurs impacts bénéfiques sur les maladies chroniques non transmissibles, **incluant celles prioritaires dans la Stratégie pour une saine alimentation (maladies cardiovasculaires, certains cancers, diabète de type 2 et maladies musculosquelettiques).**

Les PLC ont exprimé leurs préoccupations dans le mémoire qu'ils ont déposé dans le cadre du processus de consultation de la *Gazette du Canada*, Partie 1 sur l'étiquetage sur le devant de l'emballage. Les points qui suivent regroupent certains des éléments importants de ce mémoire.

Les produits laitiers sont une importante source de nutriments prioritaires

L'Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires de 2015 de Santé Canada confirme que les Canadiens ne consomment pas assez des huit nutriments suivants : vitamine D, calcium, magnésium, zinc, potassium, vitamine A, vitamine C et fibres⁵. Or, ne pas consommer assez de ces nutriments peut avoir un impact considérable puisqu'ils jouent de nombreux rôles importants dans le maintien d'une bonne santé ainsi que dans la croissance et le développement. Par exemple, un apport inadéquat en calcium, en vitamine D et en d'autres nutriments présents dans les produits laitiers peut compromettre la santé musculosquelettique. Malheureusement, selon l'approche proposée, des aliments comme le yogourt et le fromage, qui sont reconnus comme étant une source de plusieurs de ces nutriments essentiels, entre autres la vitamine A (fromage), le magnésium (yogourt), le potassium (yogourt), le zinc et le calcium (fromage et yogourt), devraient arborer un symbole sur le devant de l'emballage. **Parallèlement, des produits comme la plupart des croustilles et toutes les boissons gazeuses diètes n'en auraient pas.**

⁵ Santé Canada. Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires. Rapport technique 2015. 2016.

Tout cadre stratégique en matière de santé qui exempte (par omission) les croustilles et les boissons gazeuses diètes est de toute évidence défaillant et pourrait pousser les Canadiens à faire des choix malsains.

Les données scientifiques soutiennent les impacts bénéfiques des produits laitiers nutritifs sur la santé

Le mémoire des PLC examine les meilleures données scientifiques disponibles, des données qui remettent en question l'approche de Santé Canada – à la fois en ce qui a trait à l'approche choisie, à savoir mettre l'accent sur trois nutriments en tant que seuls déterminants pour évaluer si un aliment est globalement sain, et au choix des nutriments en tant que tels. Ce mémoire montre également qu'une telle approche est particulièrement problématique lorsqu'appliquée aux produits laitiers, dont la valeur nutritive et les bienfaits pour la santé vont bien au-delà de leur teneur en sodium, en sucre et en gras saturés. **Santé Canada doit reconsidérer son approche, qui consiste pour le moment à mettre l'accent sur ces trois nutriments, et s'assurer que la relation complexe entre les produits laitiers nutritifs (c.-à-d. les laits, fromages, yogourts et autres produits laitiers fermentés) et ces nutriments soit reflétée dans cette politique.**

De plus, l'approche proposée par Santé Canada est en contradiction avec ses publications précédentes. Le mémoire se penche sur les solides fondements scientifiques, entre autres l'Examen des données probantes mené par Santé Canada en 2015⁶, qui démontrent clairement les nombreuses façons dont les produits laitiers appuient l'objectif de Santé Canada, à savoir réduire le risque de maladies chroniques – **particulièrement celles priorisées dans la Stratégie pour une saine alimentation.**

Pour réduire la prévalence des maladies chroniques non transmissibles, les données scientifiques actuelles soulignent l'importance de mettre en œuvre des directives en matière d'alimentation basées sur les aliments plutôt que sur des nutriments à limiter (sodium, sucres et gras saturés), puisque la matrice alimentaire (c.-à-d. toutes les composantes nutritives et non nutritives d'un aliment donné et leurs interactions les unes avec les autres) a un impact majeur sur la capacité des nutriments à influencer sur la santé. Or, cette constatation s'applique particulièrement aux produits laitiers. De plus, des données de qualité montrent que pour réduire les risques de maladies chroniques non transmissibles, les produits laitiers nutritifs, même ceux qui contiennent du sodium, des gras saturés et des sucres, font partie de la solution. Ainsi, la consommation de produits laitiers devrait être encouragée plutôt que découragée, surtout si l'on tient compte du fait que la sous-consommation des aliments du groupe Lait et substituts s'est aggravée au cours de la dernière décennie.

Certains des autres éléments clés présentés dans le mémoire des PLC sont résumés ci-dessous.

Les éléments clés

- L'apport en gras saturés totaux n'est pas associé à une hausse du risque de maladies cardiovasculaires et de maladies coronariennes.
- **Les gras saturés issus des produits laitiers ont été associés à une réduction du risque de maladies cardiovasculaires.**

⁶ Santé Canada. Examen des données probantes à la base des recommandations alimentaires. Rapport technique 2015. 2016.

- Selon l'ensemble des données scientifiques, il n'existe aucune justification pour qualifier les gras saturés, **particulièrement ceux présents dans les produits laitiers**, de nutriment préoccupant pour la santé.
- Bien que les experts en santé publique s'entendent généralement pour dire que la consommation de sucres ajoutés à excès, particulièrement ceux contenus dans des sources non nutritives, a un impact nuisible quant au poids et au risque de diabète de type 2; **aucune donnée n'associe les sucres intrinsèques naturellement présents à des effets nuisibles sur la santé.**
- Il n'existe aucune raison ou donnée scientifique justifiant de cibler les sucres totaux en tant que nutriment préoccupant pour la santé ou encore les aliments riches en nutriments qui contiennent des sucres ajoutés, comme le lait et le yogourt avec sucre ajouté.
- Le sel (chlorure de sodium) est une composante cruciale du processus de fabrication du fromage, et il est essentiel pour contrôler la teneur en humidité et **assurer la salubrité des aliments.**
- Avec une consommation moyenne de 3 400 mg de sodium par jour, l'apport en sodium des Canadiens se situe dans la fourchette optimale actuellement proposée selon l'ensemble des données scientifiques les plus à jour.
- Les données actuelles ne suggèrent pas qu'une réduction de l'apport en sodium en deçà de 3 000 mg par jour est efficace pour prévenir les maladies ou même sécuritaire.

Une revue exhaustive des données scientifiques a été réalisée et celle-ci n'appuie pas l'approche de Santé Canada, à savoir cibler le sodium, le sucre et les gras saturés – tout en ignorant les nombreux bienfaits des produits laitiers nutritifs. **Aller de l'avant avec cette approche d'élaboration de politiques biaisée sans tenir compte des meilleures données scientifiques disponibles est irresponsable.**

Il est essentiel que Santé Canada tienne compte de **toutes les données scientifiques disponibles** lorsqu'il poursuivra l'élaboration de toute réglementation entourant l'étiquetage sur le devant de l'emballage. S'il n'est pas possible d'apporter les nuances appropriées à cette politique en faisant la distinction entre les aliments riches et pauvres en nutriments, **Santé Canada doit revoir son approche.**

Les produits laitiers et la santé musculosquelettique

En plus de prioriser les maladies musculosquelettiques dans la Stratégie pour une saine alimentation, Santé Canada reconnaît que la vitamine D est particulièrement importante pour réduire le fardeau de ces maladies – et qu'au Canada, 20 % de la population est actuellement à risque d'insuffisance en vitamine D et que 8 % présente un risque de carence. Santé Canada reconnaît également qu'il existe peu de véhicules efficaces pour fournir la vitamine D à l'organisme – tout en soulignant particulièrement que **les produits laitiers font partie des plus efficaces.**

Pour ces raisons, dans le REIR, Santé Canada propose une politique visant à bonifier l'enrichissement en vitamine D, entre autres en augmentant les taux dans le lait et en permettant l'enrichissement du yogourt selon un taux similaire à celui utilisé pour le lait. Dans le cadre de la phase 1 B de la stratégie d'enrichissement en vitamine D, en plus de l'enrichissement du yogourt, et considérant que la

consommation de lait est en baisse⁷, **les PLC encouragent Santé Canada à également envisager de prioriser l'enrichissement des autres produits laitiers fermentés (p. ex. le kéfir et le yogourt à boire) ainsi que du fromage, en tant que véhicules additionnels pour la vitamine D.**

Les préoccupations du Canada à propos de l'étiquetage sur le devant de l'emballage à l'Organisation mondiale du commerce

Le mémoire fait mention des nombreuses interventions du **gouvernement du Canada actuel** devant le Comité des obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) relativement au modèle chilien d'étiquetage sur le devant de l'emballage, modèle sur lequel se base le modèle canadien. L'une des principales préoccupations soulevées par le gouvernement actuel est que le modèle chilien, qui met également l'accent sur le sodium, le sucre et les gras saturés, **n'est pas fondé sur la science**. Il est donc incompréhensible que Santé Canada ait choisi de fonder la réglementation canadienne sur ce modèle.

Les problèmes associés à l'analyse des coûts-avantages

Finalement, et en plus du manque de données scientifiques pour étayer les recommandations et des impacts que cette approche défaillante pourrait avoir sur la santé de la population canadienne, le mémoire montre que dans le REIR sur l'étiquetage sur le devant de l'emballage, Santé Canada n'a pas mené une analyse exhaustive des coûts de cette politique. Une série d'hypothèses sélectionnées et discutables ont été utilisées pour calculer les « avantages » de cette politique sur 10 ans; cependant les estimations de coûts ont été limitées au coût unique lié à la mise en œuvre de la politique. Alors que dans le REIR, on reconnaît qu'il pourrait y avoir d'autres coûts importants, entre autres ceux associés aux pertes de marché, on juge que de tels coûts sont « non quantifiables ». Or, cela entraîne une sous-estimation dramatique des coûts réels de cette politique. Par ailleurs, en ce qui a trait à l'étiquetage sur le devant de l'emballage, à aucun moment Santé Canada n'a pris contact avec le secteur laitier lors du développement du REIR pour évaluer quels renseignements étaient disponibles.

Afin de démontrer clairement que la perte de marché potentielle associée à l'étiquetage sur le devant de l'emballage est quantifiable, les PLC ont soumis une estimation initiale au Secrétariat du Conseil du Trésor et demandé à ce qu'une étude plus poussée soit menée. Il est essentiel qu'une analyse approfondie des coûts-avantages pour l'ensemble de l'industrie soit réalisée avant de procéder à toute autre étape dans le cadre de cette politique.

Des exemptions pour les produits laitiers nutritifs

Santé Canada, dans quelconque de ses politiques associées à la Stratégie en matière de saine alimentation, ne doit pas définir si un aliment est sain dans son ensemble en se basant uniquement sur son contenu en sodium, en sucre ou en gras saturés. Cette approche manque d'équilibre, n'est pas fondée sur les données scientifiques actuelles, et risque de semer la confusion chez les consommateurs en dénigrant injustement les produits laitiers riches en nutriments.

Dans le document de la *Gazette du Canada*, Partie I (GC1) sur l'étiquetage sur le devant de l'emballage, la liste des exemptions complètes a été bonifiée afin d'inclure des aliments tels que le lait 2 % et le lait

⁷ Statistique Canada. Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes – Nutrition 2015. Analyses précises demandées par les PLC.

entier, qui n'auront pas à afficher une étiquette sur le devant de l'emballage, puisque des preuves scientifiques démontrent qu'ils ont un effet protecteur sur la santé. Comme mentionnée dans la GC1 : « *Ce sont des aliments dont Santé Canada ne veut pas décourager la consommation* ». En exemptant le lait 2 % et le lait entier de cette proposition de politique, Santé Canada reconnaît les données scientifiques démontrant la valeur nutritionnelle du lait et sa contribution importante à la santé de la population canadienne.

Par conséquent :

- Puisque les produits laitiers sont associés à un risque réduit de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, d'accident vasculaire cérébral, de diabète de type 2, de cancer colorectal et de maladies musculosquelettiques;
- Puisque ces maladies font partie de celles qui ont été priorisées dans cette politique;
- Puisque Santé Canada reconnaît que les Canadiens ne consomment pas assez des huit nutriments suivants : vitamine D, calcium, magnésium, zinc, potassium, vitamine A, vitamine C et fibres;
- Puisque jusqu'à six de ces nutriments (vitamine D, calcium, magnésium, zinc, potassium, vitamine A) sont présents dans le lait et les produits laitiers;
- Puisque réduire la prévalence de maladies musculosquelettiques est l'un des objectifs phares de cette politique;
- Puisque, en raison des nutriments qu'ils contiennent, le lait, le fromage, le yogourt et les autres produits laitiers fermentés contribuent de manière importante à la promotion de la santé des os et à la prévention des maladies musculosquelettiques;
- Puisque l'une des priorités de Santé Canada est de s'attaquer au problème de carence en vitamine D;
- Puisque Santé Canada reconnaît qu'enrichir les produits laitiers, notamment le yogourt, avec de la vitamine D est l'un des moyens les plus efficaces d'atteindre cet objectif;
- Puisque le lait, y compris le lait aromatisé, est une excellente source de vitamine D;
- Puisqu'en plus du yogourt, d'autres produits laitiers fermentés tels que le kéfir et le yogourt à boire peuvent être enrichis en vitamine D;
- Puisque le fromage peut également être enrichi en vitamine D;

Santé Canada doit reconnaître qu'en plus du lait 2 % et du lait entier, des exemptions devraient être accordées à d'autres produits laitiers nutritifs, notamment au **lait aromatisé, à tous les types de yogourts et aux autres produits laitiers fermentés, ainsi qu'au fromage, en raison de leurs effets protecteurs sur la santé.**

Publicité destinée aux enfants

Le 27 septembre 2016, le projet de loi S-228, qui restreindrait la publicité d'aliments « mauvais pour la santé » destinée aux enfants, a été présenté au Sénat par la sénatrice Nancy Greene-Rain. Les PLC tiennent à souligner qu'ils n'ont aucun problème avec les principes à la base de ce projet de loi – toutes leurs initiatives de marketing se conforment d'ailleurs déjà à la réglementation en vigueur au Québec.

Cependant, notre principale préoccupation est que les restrictions prévues dans ce projet de loi nécessiteraient du gouvernement qu'il définisse quels aliments sont « mauvais pour la santé ».

Définir les aliments « mauvais pour la santé »

Comme il le décrit [dans son site Web, Santé Canada](#) envisage actuellement un modèle visant à définir les aliments « mauvais pour la santé ». Les critères seraient les suivants :

- Afficher un étiquetage sur le devant de l'emballage; ou
- Dépasser le seuil des allégations relatives à la teneur nutritive « faible en sodium ou sel », « faible teneur en acides gras saturés », et/ou « faible teneur en sucres ».

Comme le montre le **tableau 1 ci-dessous**, les seuils des allégations « faible teneur en » est significativement plus faible que les seuils pour l'étiquetage sur le devant de l'emballage. Ainsi, l'utilisation des seuils des allégations « faible teneur en » ferait en sorte que 91 % des UGS de la catégorie des produits laitiers seraient définies comme étant « mauvaises pour la santé ».

Tableau 1 : Allégation « faible teneur en » vs étiquetage sur le devant de l'emballage

	Seuil pour les allégations « faible teneur en »	Seuil pour l'étiquetage sur le devant de l'emballage
Sodium	140 mg	350 mg
Gras saturés	2 g	3 g
Sucre	5 g	15 g

Que Santé Canada définisse dans une loi que jusqu'à 91 % des UGS de la catégorie des produits laitiers sont « mauvaises pour la santé », pour quelque raison que ce soit, est incompréhensible, scandaleux et contraire à ce qu'indique l'ensemble des données scientifiques disponibles.

Puisque les initiatives de marketing des PLC se conforment déjà à la réglementation en vigueur au Québec, et l'ensemble des données scientifiques soutiennent leurs bienfaits nutritionnels et santé, particulièrement dans le contexte de la croissance et du développement optimaux des enfants, **les PLC demandent que les produits laitiers soient exemptés de toute réglementation ou législation qui les catégoriseraient de manière erronée ou les qualifieraient de « mauvais pour la santé ».**

Conclusion

Les PLC soutiennent l'objectif global de Santé Canada, à savoir aider la population canadienne à faire des choix plus sains et éclairés. Les politiques associées à la Stratégie en matière de saine alimentation, notamment la révision du *Guide alimentaire canadien*, l'étiquetage sur le devant de l'emballage et la

restriction de la publicité destinée aux enfants, auront pour effet non seulement de semer la confusion chez les Canadiens lorsque viendra le temps pour eux de déterminer si un aliment est sain dans son ensemble – mais elles pourraient les amener à faire des choix malsains et ainsi ne pas améliorer la santé de la population canadienne. Il est impératif que Santé Canada prenne le temps nécessaire pour repenser ces politiques déficientes.

Les produits laitiers ne font pas partie du problème; ils font partie de la solution!